



Bergers étrangers, une opportunité pour le pastoralisme euro-méditerranéen ?

Michele Nori



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rga/3544>

DOI : 10.4000/rga.3544

ISSN : 1760-7426

Éditeur

Association pour la diffusion de la recherche alpine

Référence électronique

Michele Nori, « Bergers étrangers, une opportunité pour le pastoralisme euro-méditerranéen ? », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 105-4 | 2017, mis en ligne le 11 février 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rga/3544> ; DOI : 10.4000/rga.3544

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.



La Revue de Géographie Alpine est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Bergers étrangers, une opportunité pour le pastoralisme euro-méditerranéen ?

Michele Nori

Introduction

Dans l'ouvrage de Fernand Braudel (1985), boussole de tous travaux sur la Méditerranée, il y a deux définitions qui peuvent représenter les voies d'un voyage dans le monde pastoral : la montagne comme une terre d'émigration et la Méditerranée comme une mosaïque de peuples. Le but de cet article est de chercher à décrire les premiers résultats partiels de TRAMed, un projet de recherche qui analyse la présence, la contribution et l'importance de la main-d'œuvre immigrée pour le pastoralisme des pays euro-méditerranéens.

Alors que l'on se trouve face à une demande croissante de la société en services et produits issus du pastoralisme, cela ne se traduit pas par une amélioration de la qualité de la vie ni de la profession de ceux qui y travaillent. Les dynamiques actuelles indiquent plutôt que les fils des éleveurs cherchent souvent d'autres modes de vie, hors de l'activité pastorale, favorisant ainsi le dépeuplement des zones de montagne et exposant les pâturages à un problème de renouvellement générationnel. Dans ce contexte, on constate une présence croissante des travailleurs immigrés, en provenance d'autres zones pastorales de la Méditerranée ; leur présence contribue significativement à ce que les alpages des Alpes, de l'Épire, des Apennins, des Pyrénées restent des espaces de production actifs et vivants. Ce processus reste néanmoins dans une tradition d'un changement ethnique associé à un renouvellement générationnel qui caractérise le monde pastoral euro-méditerranéen depuis un siècle.

L'initiative de recherche TRAMed « *Transhumances Méditerranéennes* » vise à enquêter sur les dynamiques du monde pastoral euro-méditerranéen et à contribuer à l'analyse des opportunités, des risques et des difficultés associés à la contribution des migrants dans ce

secteur d'activité. Le projet est financé par le programme EU Marie Curie et mis en œuvre à travers le Migration Policy Centre de l'Institut Universitaire Européen¹.

Les travaux de recherche se penchent sur les implications de la présence des immigrants bergers dans les trois dimensions du développement durable (social, économique et environnemental) à travers une approche comparative de différentes régions dans les quatre pays de la zone euro-méditerranéenne (Espagne, Italie, France et Grèce – désignés par la suite EUMed). D'un point de vue méthodologique, les difficultés à recueillir des données et des informations fiables à ce sujet sont nombreuses. Quantifier les exploitations pastorales est compliqué et il est encore plus difficile de comparer des données hétérogènes entre les différentes zones. En ce qui concerne les travaux sur le terrain, les difficultés logistiques sont importantes (bergers et troupeaux sont dispersés sur un vaste territoire au fil des saisons). Pour ce qui est des sources secondaires on ne trouve pas beaucoup d'études sur cette question ; le monde rural reste marginal dans le débat sur les études migratoires, et le monde pastoral est extrêmement peu abordé dans les débats sur le développement rural. Il y a donc peu d'informations autour de la présence d'immigrés sur les parcours pastoraux dans les pays EUMed – et encore moins d'analyses qui tentent de quantifier et qualifier le phénomène dans les différentes régions. Le projet TRAMed cherche à rassembler les pièces existantes de cette mosaïque, à travers une analyse détaillée des matériaux secondaires et des informations existantes, en développant aussi des cas d'études de terrain dans certaines régions, notamment le Triveneto, les Abruzzes, le Piémont en Italie, les Pyrénées Catalanes en Espagne, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) en France, et les régions de Béotie et Thessalie en Grèce.

Du fait de ces difficultés, les analyses de TRAMed proposent donc un compromis nécessaire pour une enquête particulièrement lourde de difficultés à différents niveaux. L'analyse comparative des données et des renseignements du projet devant encore être élaborée, dans cet article nous présentons seulement des tendances résultant de l'étude de terrain, pour lancer le débat et récupérer les contributions d'autres collègues sur ces thèmes.

Résultats

À la suite d'importants changements socio-économiques et démographiques, les travaux agricoles en Europe sont de plus en plus effectués par des étrangers, souvent impliqués dans des activités peu qualifiées ; en Italie, en Grèce et en Espagne plus d'un tiers de la main-d'œuvre agricole employée officiellement est d'origine étrangère (Caruso et Corrado, 2015).

Tableau 1 – Récentes tendances démographiques dans les campagnes euro-méditerranéennes

Espagne	France	Italie	Grèce	
9.8	4.8	7.9	20.8	% pop. rurale/active en 2008
56.4	41.9	62.2	57.2	% âgés > 55 ans en 2008
19.1	nd	19.4	17	% d'immigrés dans la main-d'œuvre agricole en 2008

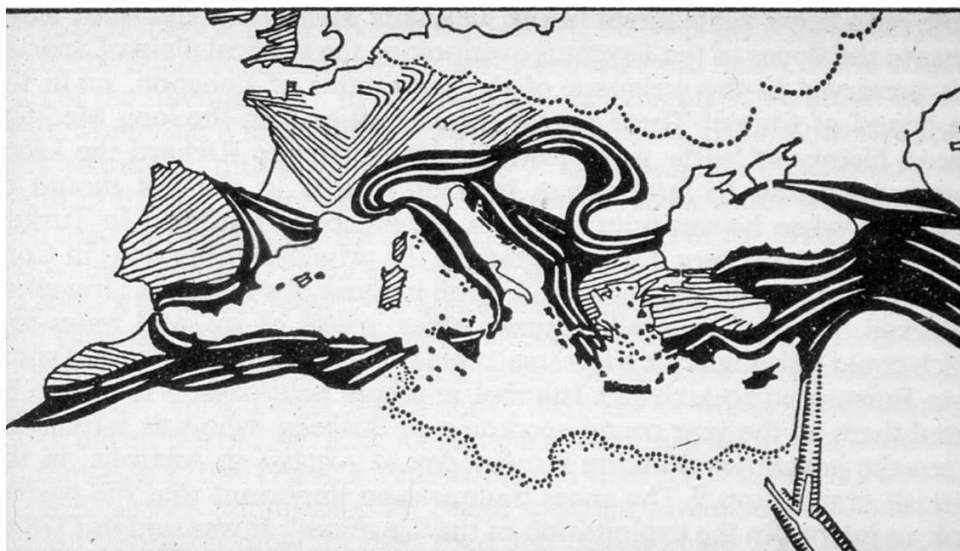
24	nd	37	> 50	% d'immigrés dans la main-d'œuvre agricole en 2013
----	----	----	------	--

Source : Eurostat, 2008 ; Caruso et Corrado, 2015

Mais il y a aussi des secteurs très spécifiques et spécialisés où les communautés immigrées jouent un rôle important et même fondamental, tant en termes quantitatifs que qualitatifs. C'est le cas de l'élevage, où l'on constate une présence croissante de main-d'œuvre étrangère. Avec leur engagement et leur savoir-faire ces travailleurs immigrés contribuent significativement à ce que les produits animaux euro-méditerranéens restent à un niveau d'excellence mondiale. En Italie dans les filières fromagères du Parmesan, de la Fontine, et aussi du Pecorino et d'autres, on retrouve une importante contribution étrangère. Bien qu'il existe des études qui ont permis d'analyser et d'apprécier la contribution des travailleurs immigrés dans l'élevage intensif (Lum, 2011 ; INEA, 2009), la contribution des immigrés à l'élevage extensif reste peu connue.

Le pastoralisme est effectivement un système d'élevage extensif, pratique traditionnelle dans tous les pays riverains de la Méditerranée, où la plus grande partie de l'alimentation animale est obtenue à partir des ressources du parcours. De cette façon on arrive à valoriser les ressources naturelles de territoires marginaux, présentant des caractéristiques agro-écologiques qui rendent difficile l'intensification agricole. Dans le contexte méditerranéen, il s'agit notamment des zones de montagne ou des terroirs semi-arides, qui représentent environ un tiers des territoires de cette région. Les exploitations pratiquant le pastoralisme représentent une proportion significative de l'élevage dans la région méditerranéenne, notamment pour les troupeaux de petits ruminants, le domaine du projet TRAMed. La clé de la durabilité du pastoralisme est la mobilité, ce qui permet d'adapter les performances productives et reproductives du troupeau au rythme des saisons et à la disponibilité du pâturage. En Méditerranée, l'élevage des ovins-caprins est souvent associé à la pratique de la transhumance, la mobilité saisonnière des troupeaux – pâtures de montagnes pendant l'été et zones côtières ou fonds de vallées en hiver – qui permet de profiter au mieux de la variété des écosystèmes et de la saisonnalité marquée dans la région, en complémentarité avec les activités agricoles sédentaires. Mais les troupeaux qui pratiquent la transhumance aujourd'hui sont très peu nombreux dans le contexte EUMed (autour de 5 % en Grèce selon Lagka, Ragkos *et al.*, 2012).

Figure 1 – Les zones traditionnelles du pastoralisme dans la région Méditerranéenne



Source : Braudel, 1985

Dans l'effort de quantifier l'étendue et l'importance de l'élevage ovins-caprin dans le contexte EUMed, voici les chiffres arrondis trouvés dans la littérature officielle sur le troupeau ovin dans la France du Sud, l'Italie, la Grèce et l'Espagne. Malgré l'absence de références précises, on peut supposer que dans les pays EUMed au moins deux tiers des troupeaux ovo-caprins profitent des parcours pendant une période importante de l'année (Nori et de Marchi, 2015).

Tableau 2 – Importance du troupeau ovin dans l'EUMed – (données arrondies pour 2010)

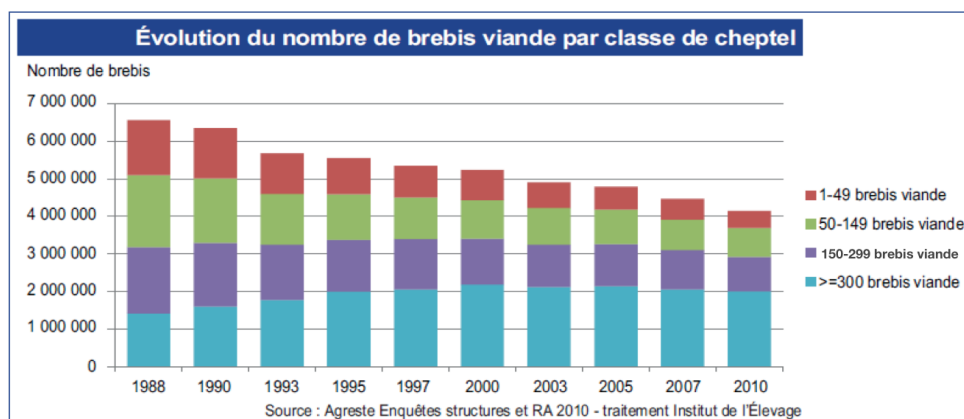
Pays	Exploitations	Troupeau Ovin	% viande	% lait
Italie	50 000	7,5 millions	35 %	65 %
Espagne	110 000	22 millions	82 %	18 %
France totale	35 000	6 millions	70 %	30 %
Fr. méditerranéenne	8 000	1,5 million		
Grèce	200 000	9,5 millions	15 %	85 %
Total EUMed	Autour de 368 000	40,5 millions		

Sources : ISTAT, 2010 ; IDELE, 2013 ; Magrama, 2013 ; CIHEAM, 2011 ; Thales, 2014 ; Laore, 2013 ; FAO database.

La composition des troupeaux, les niveaux de spécialisation et de performance varient considérablement d'une région à l'autre. Bien que les données du secteur ne soient pas toujours harmonisées et cohérentes, les tendances à moyen terme des dernières décennies indiquent une diminution des effectifs dans le secteur, avec une réduction globale des troupeaux (30 % de moins au cours des deux dernières décennies – voir source

ci-dessus), tandis que ceux qui sont restés ont agrandi leur taille pour augmenter les bénéfices tout en réduisant les coûts fixes de production (voir la figure 2 pour le cas français). Le refrain classique, partout, est que « il y a 20 ans avec un troupeau la moitié de l'actuel on avait une vie décente et on pouvait économiser et faire des investissements. Maintenant avec un troupeau de taille double, il est difficile de joindre les deux bouts à la fin de l'année »². La figure suivante montre l'évolution du nombre de brebis viande par troupeau, intensif et extensif confondus, en France dans les dernières décennies (1988 – 2010).

Figure 2 - Évolution du nombre de brebis viande par classe de cheptel en France (1988-2010)



Note : les chiffres associés aux différentes couleurs se réfèrent à différentes tailles du troupeau: a) rouge (en haut) 1-49 ; 2) vert 50-149 ; 3) bleu foncé 150-299 ; 4) bleu claire (en bas) ≥ 300

Source : IDELE, 2013

À l'origine de ces dynamiques sectorielles, des politiques agricoles et commerciales ont transformé non seulement l'économie rurale, mais aussi l'ensemble de la société dans tous les pays de la Méditerranée, avec peu de considération pour les variables socio-culturelles et écologiques. Comme ailleurs on a assisté à une polarisation du développement agricole, avec une intensification de la production agricole dans les zones de plaines et côtières et un abandon progressif des zones marginales (Gertel et Breuer, 2010 ; Mahdi, 2014). Pour un système productif forgé et adapté à des terrains marginaux et fragiles comme le pastoralisme, il est de toute évidence difficile d'être compétitif par rapport à des paramètres définis uniquement par la performance productive.

Encadré 1 - La Politique Agricole Commune (PAC) vis-à-vis du pastoralisme

Les récentes réformes de la Politique Agricole Commune (PAC) ont changé l'objectif du soutien public vers une vision multifonctionnelle de l'agriculture : à l'élevage extensif de montagne on demande de plus en plus de jouer un rôle dans les politiques de gestion et de protection de l'environnement, de la préservation du paysage, mais aussi pour le développement socio-économique et la stabilité de la population dans les zones marginales (Beaufoy et Ruiz-Mirazo, 2013). Les primes de la PAC représentent désormais une partie importante du revenu des éleveurs pastoraux et, bien que l'on puisse souvent entendre que « un éleveur aujourd'hui passe plus de temps au bureau que sur le terrain »³, ou lire que « on est considérés comme des jardiniers plutôt que des producteurs de viande et de lait »⁴, ces contributions sont une ressource essentielle pour le secteur. Les financements de la

PAC représentent environ 40 % du budget de l'Union Européenne, et couvrent autour de 40 % du budget des éleveurs extensifs (valeur moyenne pour les cas d'études du programme TRAMed). Sans l'existence de ces aides, les brebis et les moutons auraient déjà disparu dans beaucoup d'endroits, avec des conséquences importantes sur le dépeuplement ultérieur des zones rurales marginales. Le rôle de cette politique publique est donc indispensable pour garder ces territoires peuplés et productifs (Pastomed, 2007), même si cela ne suffit plus à garantir la permanence et la reproduction de ces systèmes, qui souffrent d'importantes diminutions d'effectifs.

La restructuration du secteur a modifié en profondeur la dimension des entreprises et la nature du travail, en segmentant et marquant la séparation entre le côté managérial et le travail sur le terrain. Malgré l'usage du terme extensif, le travail du berger est intense et englobant, tant pour le travail physique que pour les connaissances techniques et gestionnaires qu'il requiert – allant de la climatologie, à la botanique, la physiologie et la santé animale, l'éthologie des prédateurs, etc. (Meuret, 2010) – tout en passant une bonne partie de l'année dans un environnement difficile, avec une faible densité de population, un accès limité aux services publics et à internet, avec peu de possibilités de loisirs, de sociabilité et d'alternatives dans leur quotidienneté. Avec cette restructuration, les conditions de travail et de vie ne sont généralement pas améliorées, face à une augmentation importante des tâches et des responsabilités ; les prix du lait et de la viande des ovi-caprins sont restés plutôt constants, tandis que les coûts de production ont augmenté visiblement (ISMEA, 2010).

Cette restructuration a donc contribué à créer des conditions peu attrayantes pour les nouvelles générations, qui ont souvent décidé de ne pas suivre les traces de leurs parents et de ne pas s'engager dans une profession aux perspectives incertaines. En ce sens on peut comprendre la crise de « vocation » pastorale et les relatifs problèmes de renouvellement générationnel ayant un impact sur les parcours. Ce défi fut déjà identifié comme une priorité par le programme Pastomed qui, en 2007, avait enregistré que « pour le Portugal, les Abruzzes, l'Épire, et la Sardaigne, il y a, toutes exploitations confondues, plus de 10 fois plus d'« anciens » que de « jeunes » ! » (Pastomed, 2007 :18). Des indications similaires par rapport aux difficultés de repérer de la main-d'œuvre qualifiée, capable, motivée et fiable dans ce domaine se trouvent dans les rapports de plusieurs projets (Domestic, Thales, ReThink), dans les travaux académiques (Kasimis, 2010 ; Nadal *et al.*, 2010 ; Meuret, 2010 ; Mannia, 2010 ; Pellicer, 2014) ainsi que dans les groupes de discussions thématiques⁵. Plus généralement, cette tendance semble suivre la pensée de Braudel sur les régions de montagne comme historiquement, presque structurellement, zones d'émigration, « une fabrique d'hommes à l'usage d'autrui », encore plus dans le cadre proposé par Albera qui suggère de substituer à l'image passive de la société de montagne vue comme simple « réservoir d'hommes » poussés vers la plaine par la pression démographique et la nécessité économique une vision plus active, où les montagnards disposent de ressources et de connaissances (Albera et Corti, 2000 :1).

Encadré 2 – Le cas de la France

La France se distingue dans le contexte méditerranéen par une situation plus favorable pour l'élevage extensif – avec des conditions de travail, des droits et des niveaux de salaires nettement supérieurs à ceux des autres pays de la région. Ce sont les résultats des années de bataille et d'investissements à la fois sociaux,

économiques et politiques tant de la part des élus locaux, des services pastoraux, des organisations professionnelles que des bergers salariés eux-mêmes. Un important renouvellement générationnel a eu lieu en France dès les années 1970, avec l'arrivée de citoyens français issus des zones urbaines, qui ont cherché dans la profession de berger une alternative de vie. D'autre part, le monde politique et les autorités locales ont vu dans ce phénomène une opportunité pour revitaliser un secteur et des territoires qui étaient dans des dynamiques de dégradation socio-économique. En 1972, une Loi Pastorale a été approuvée (décret 72-12), qui a facilité l'accès à la terre, a contribué à organiser les acteurs sectoriels, et a créé les conditions pour des investissements publics et un soutien financier direct, en fournissant un cadre approprié pour l'amélioration du travail et des conditions de vie (Charbonnier, 2012). Aujourd'hui en France un aspirant berger peut se former dans une des cinq écoles spécialisées existantes dans le pays ; son salaire atteint 2 ou 3 fois celui du même travailleur en Italie, en Espagne ou en Grèce, pour rester dans le contexte euro-méditerranéen. Dans les zones à risque de prédation (le loup et d'autres prédateurs) les bergers peuvent être accompagnés par un assistant (*aide berger*), dont le salaire est financé avec des fonds publics.

Pour faire face à ce problème de ressources humaines l'apport de main-d'œuvre immigrée a été fondamental dans de nombreux cas. Indépendamment de la trajectoire entrepreneuriale poursuivie pour s'adapter à ces changements, les bergers étrangers offrent une main-d'œuvre relativement qualifiée à un coût relativement faible ; sans la disponibilité des travailleurs étrangers, beaucoup d'éleveurs auraient aujourd'hui de grandes difficultés à poursuivre leurs activités ; cette ressource constitue aussi une ressource importante pour les jeunes entrepreneurs européens qui reprennent cette activité (INEA, 2009 ; Nori et de Marchi, 2015). Le profil type de l'immigré qui travaille comme berger salarié est celui d'un homme, entre 25 et 40 ans, originaire d'un pays de la région méditerranéenne (Maroc, Albanie, Macédoine, Roumanie, Bulgarie), ayant souvent une expérience directe en élevage extensif, cependant avec des troupeaux plus petits et sur des distances limitées. Alors que chez beaucoup de ces bergers on reconnaît les compétences techniques, la passion ce travail, et la capacité à s'adapter aux conditions difficiles et à travailler pour des salaires bas, des problèmes ont été soulevés par certains éleveurs à propos de certaines connaissances techniques - notamment pour ce qui concerne la bonne gestion des ressources forestières, de la présence de la faune sauvage et des relations avec l'agriculture et les aires protégées. Le tableau 3 suivant résume les informations disponibles jusqu'à présent par rapport à la présence et aux contributions des bergers immigrés dans les pays EUMed. Ces informations sont clairement indicatives, résultant de nécessaires généralisations et simplifications.

Tableau 3 – La présence des immigrés dans le pastoralisme euro-méditerranéen

Zone	Production primaire	% immigrés sur totalité bergers salariés	Origine majorité immigrés	Salaire moyen (en €)	Source
Italie					

Abruzzes	Laitière	90 %	Macedoine, Roumanie, Albanie	800	Coldiretti, 2014
Vénétie	Viande	70 %	Roumanie	800	TRAMed
Piémont	Viande et Laitière	70 %	Roumanie, Moldavie	800	TRAMed ; INEA, 2009
Val d'Aoste	Bovins laitiers	70 %	Roumanie, Maroc	2000	INEA, 2009 ; Coldiretti, 2015
Sardaigne	Laitière	35 %	Roumanie, Maroc	500-600	Mannia, 2010 ; TRAMed
Calabre	Laitière	35 %	Kurdistan, Pakistan, Inde	500-600	INEA, 2009
Grèce					
Thessalie	Laitière	50 %	Albanie, Bulgarie, Vlachs de la Roumanie	400-600	Thales, Domestic
Péloponnèse	Laitière	40 %	Albanie, Bulgarie, Inde, Pakistan	400-600	Thales, Domestic
Crète	Laitière	35 %	Albanie, Bulgarie, Inde, Pakistan	400-600	Thales, TRAMed
France					
Provence	Viande	Surtout dans les grands troupeaux, pendant l'hiver	Roumanie, Maroc, Tunisie	SMIC 1400	TRAMed ; Fossati, 2013
		65 %	Autres régions de la France ou pays européens	SMIC + bénéfices liés à l'alpage 1500-2500	TRAMed ; Meuret, 2010
Pyrénées	Laitière	Peu de bergers salariés	Phénomène très limité		Meuret, 2010
Alpes maritimes	Viande	20 %	Roumanie		TRAMed

Corse	Laitière et viande		Maroc		Terrazzoni, 2010
Espagne					
Communauté valencienne		70 %	Maroc	600	AVA, 2009
Pyrénées catalanes	Viande	55 %	Roumanie, Afrique sub-saharienne	6-700	Nadal et al., 2010
Pyrénées aragonaises	Viande	60 %	Maroc, Roumanie, Bulgarie, Ukraine		TRAMed ;
Andalousie			Roumanie, Afrique sub-saharienne		TRAMed ;
Castilles	C. Léon viande C. Mancha laitière	35 %	Maroc, Roumanie, Bulgarie, Portugal		TRAMed ; Plataforma
Pays Basque	Lait		Roumanie	1000	TRAMed ;
Galicia			Portugal		TRAMed ;
Extremadura			Portugal		TRAMed ;

Cependant, l'importante contribution des communautés étrangères au renouvellement générationnel n'est pas nouvelle dans le monde pastoral. C'était déjà le cas au dernier siècle pour les bergers qui ont migré du Piémont en Provence, de la Sardaigne à la Toscane, de l'Andalousie jusqu'aux Pyrénées, de l'Estrémadure aux Castilles, des vallées lombardes aux cantons suisses (Lebaudy, 2010 ; Meloni, 2011). De même, quoiqu'avec certaines différences, c'est aussi le cas des Valaques et des Arvanites en Grèce, et des Kurdes dans plusieurs régions de Turquie. Ces communautés ont contribué substantiellement à garder les parcours des pays de destination peuplés, vivants et productifs. Dans cette logique régionale il n'est pas surprenant que les immigrés qui travaillent comme bergers proviennent d'autres parties du même écosystème méditerranéen, tout en rappelant que la mobilité et les migrations sont des facteurs caractérisant les systèmes pastoraux. Outre des éléments historiques et géographiques, la langue et la facilité de communication représentent des éléments importants dans la prise de décision des immigrants, même sur les parcours. Dans cette logique on peut mieux comprendre le flux de Piémontais en Provence (régions de langue occitane), des Marocains en France, des Roumains préférentiellement en Italie et Espagne, des Valaques en Grèce.

Tableau 4 – Flux migratoires des bergers dans l'EUMed au cours du XXe siècle

Région	Fin 1800	Années 1950s	Années 1980ss	Années 1990s	Années 2000s
Provence	Italie et Espagne	Maghrébins : Maroc et Tunisie			Roumanie
Sardaigne		<i>Emigrations des Sardes á l'Italie péninsulaire</i>	Maghrébins : Maroc et Tunisie	Balkans : Albaine, FYROM	Roumanie
Pyrènes Catalans	Vallées proches : Vall de Boí, Vall Fosca	Andalusia		Maroc	Roumanie Afrique sub-saharienne
Turquie		Kurdistan		Afghanistan	

L'inexistence des contrats professionnels et les perspectives très limitées de croissance socio-économique sont des éléments, liés et complémentaires, qui caractérisent les conditions des immigrés dans ce secteur, comme dans la plupart de l'agriculture euro-méditerranéenne (Pittau et Ricci, 2015). Ces conditions ont des implications importantes pour le développement et la durabilité du secteur, où les immigrés sont déjà affectés par la difficulté d'accès au foncier et au crédit, et confrontés à d'importantes questions culturelles et administratives. Dans ce contexte, les travailleurs restent souvent de quelques mois à quelques années dans ce secteur, basculant entre différents élevages, mais ils n'ont pas tendance à s'y installer, toujours à la recherche de conditions de vie et d'emploi plus confortables, d'hébergement plus digne, de salaires plus élevés, et de la possibilité d'améliorer leur statut au fil du temps (entretiens dans le cadre de TRAMed). Ces conditions minent donc en profondeur la possibilité que la population immigrée contribue sur le long terme au futur et à la durabilité du pastoralisme dans la région. Dans cette logique on peut également interpréter les récentes dynamiques de remplacement ethnique qui caractérisent la main-d'œuvre étrangère dans certaines régions, à la suite des changements du cadre politique et administratif. Dans le cas français de la Provence il est intéressant de noter l'évolution de l'origine des bergers étrangers. Tout le monde reconnaît que les étrangers ont été depuis longtemps employés dans le pastoralisme provençal, mais en provenance de zones différentes. Des Italiens et Espagnols au début du siècle, on est passé aux Maghrébins provenant de la Tunisie et du Maroc après la Seconde Guerre Mondiale, pour arriver aujourd'hui à une forte présence des Roumains.

Discussion

Le pastoralisme moderne doit faire face à une imprévisibilité et à des risques liés non seulement aux facteurs écologiques et climatiques, mais aussi et de plus en plus à ceux qui trouvent leur origine dans les sphères politiques, commerciales et administratives.

Paradoxalement, les produits et les services du pastoralisme sont de plus en plus appréciés par la société moderne (protéines de qualité, productions bio, biodiversité, services écosystémiques, paysage et culture, etc.), mais on trouve de moins en moins de troupeaux et de bergers dans nos campagnes. Il reste néanmoins certain que cette pratique représente un atout important pour faire face aux changements climatiques et aux processus de désertification agro-écologiques et socio-économiques dans les territoires marginaux, montagneux ou semi-désertiques, de la région méditerranéenne (Nori et Davies, 2007).

Pour garantir le maintien et l'évolution durable de cette activité il faut néanmoins assurer des conditions décentes de vie et de travail pour les éleveurs et les bergers ainsi qu'une perspective d'amélioration et de développement à la fois social et économique (Eychenne, 2011). À cet égard, il est nécessaire d'accorder plus d'efficacité aux politiques et aux investissements destinés au soutien de l'économie pastorale, tels que les régimes de prime de la PAC, à ceux destinés à la valorisation commerciale des produits issus des systèmes pastoraux, aux efforts de patrimonialisation de la profession. La croissante intégration institutionnelle et économique peut sembler contradictoire pour une pratique généralement conçue comme anarchique et autarcique, mais le pastoralisme a effectivement toujours évolué grâce aux échanges et aux interactions avec le reste de la société ; le pastoralisme était un des secteurs clés qui a participé à l'intégration des zones de montagne au marché capitaliste au cours des XIX^e et XX^e siècles (Nadal *et al.*, 2010). Il faut inclure dans cette perspective la présence croissante de la population immigrée sur les parcours et dans les alpages, pour mieux comprendre les implications de la restructuration du secteur, et réfléchir sur la durabilité de cette activité.

La forte présence de main-d'œuvre étrangère dans le pastoralisme – mais aussi dans le secteur forestier⁶ – est un indicateur évident de l'importance de la main-d'œuvre immigrée pour maintenir vivants et productifs les territoires de montagne, tout en gérant les ressources naturelles et en protégeant la population contre les risques hydrogéologiques (tels que les incendies, les avalanches, etc.). Dans ces situations, les immigrés non seulement participent aux activités productives agro-sylvo-pastorales, mais ils représentent plus généralement une ressource stratégique pour le monde montagnard dans son ensemble, en aidant à repeupler les villages reculés et les communautés les plus marginalisées, en garantissant le capital humain nécessaire à la viabilité des économies et des sociétés locales (INEA, 2009 ; Kasimis, 2010 ; Osti et Ventura, 2012 ; Corrado, 2012).

Malgré des divergences socioculturelles dans certains cas, l'impact de l'immigration dans ces régions est plutôt positif, vu que la concurrence sur les marchés locaux du travail et des terres est limitée. Car dans les conditions actuelles le métier de berger n'est pas une profession attractive pour les travailleurs locaux et les troupeaux font un usage productif de terres qui seraient autrement abandonnées.

Comme on l'a constaté, le phénomène migratoire n'est pas nouveau pour le monde pastoral. La mobilité représente un pilier de cette activité et, par le passé, l'intégration des communautés étrangères a déjà permis le remplacement du capital humain dans de nombreuses zones, même récemment (Tableau 4). Cette perspective permet de regarder le pastoralisme méditerranéen comme un système régional où la mobilité affecte les troupeaux mais aussi les éleveurs et les bergers, et leurs familles, à des niveaux différents, à partir de territoires complémentaires. On retrouve ainsi une autre expression de Braudel, celle de la Méditerranée comme « mosaïque de toutes couleurs », qui se

mélangent et se recomposent dans le territoire de la région pour définir une image dynamiquement fidèle à elle-même, où le pastoralisme s'impose comme élément typique du paysage et de la société rurale.

Reconnaître alors la valeur et les implications de ces phénomènes migratoires signifie travailler pour améliorer l'attractivité du pastoralisme et des zones montagneuses, mais aussi s'engager pour faciliter l'intégration de la main-d'œuvre étrangère dans ce secteur – et plus généralement dans le monde rural. Cela paraît une opportunité inestimable pour faire face au dépeuplement rural, aux difficultés de renouvellement générationnel, et, de façon générale à la désertification socio-économique qui affectent une bonne partie des zones rurales dans l'EUMed, tout en représentant aussi une bonne opportunité pour des solutions viables et effectives de gestion des flux migratoires.

Il serait logique dans cette perspective de mieux articuler et coordonner les politiques migratoires avec les politiques agricoles et professionnelles. Pour rendre opérationnelle cette intégration, il serait nécessaire d'organiser la reconnaissance et l'appréciation des capacités techniques de ces travailleurs, et de mettre en œuvre des investissements adéquats dans des mécanismes de formation et de développement entrepreneurial, afin d'adapter leur savoir-faire aux spécificités du territoire local, des pratiques modernes et du contexte européen. À cet égard, la présence des bergers étrangers pourrait être encouragée, dans une logique de citoyenneté active, dans les écoles de bergers en France (5) et en Espagne (5). Des initiatives similaires sont en train d'être discutées en Italie et Grèce. Mais il faudra aussi travailler en vue d'améliorer le statut social et les conditions économiques de ces travailleurs, en améliorant la transparence et le respect des relations contractuelles, tout en diminuant la précarité et en améliorant les conditions de vie et de travail. Ce sont les bases pour travailler à l'acquisition des droits de base comme travailleurs ainsi que comme citoyens et, pour pouvoir un jour aider l'évolution de la main-d'œuvre vers l'entrepreneuriat par les éleveurs de demain ; dont le secteur, le territoire et la société ont grand besoin.

Un pastoralisme durable sera donc le résultat non seulement d'un régime d'aides et de primes, mais il aura nécessairement besoin d'un cadre politique élargi, qui inclut une révision des politiques agricoles, commerciales, professionnelles et migratoires – ainsi que des initiatives et des investissements adéquats.

Dans une perspective de co-développement il serait aussi intéressant d'analyser les implications de l'émigration de la main-d'œuvre pastorale dans les régions d'origine de ces bergers étrangers, en particulier de comprendre l'impact sur le développement durable dans les zones pastorales de la Roumanie, du Maroc, de la Macédoine, de la Bulgarie et d'autres pays de départ des bergers, de ces zones d'où, selon un collègue, « les bons bergers, ils sont tous partis chez vous »⁷.

BIBLIOGRAPHIE

- Albera D., Corti P., 2000.- « Migrations montagnardes dans l'espace méditerranéen. Esquisse d'une analyse comparative ». *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Italie et Méditerranée*, tome 112, n° 1. pp. 359-384.
- A.V.A., 2009.- Informe. Asociación Valenciana de Agricultores <http://www.levante-emv.com/sociedad/2009/12/06/jornada-inmigrantes/658140.html>
- Braudel F., 1985.- *La Méditerranée : l'espace et l'histoire*. Arthaud-Flammarion. Paris.
- Beaufoy G., Ruiz-Mirazo J., 2013.- "Ingredientes para una nueva Política Agraria Común en apoyo de los sistemas ganaderos sostenibles ligados al territorio". *Revista Pastos*. N° 43(2)
- Brisebarre A. M., 2007.- *Bergers et transhumances*. Romagnat, De Borée.
- Charbonnier Q., 2012.- 1972 - *La Loi pastorale française*. Cardère éditeur.
- CIHEAM, 2011.- *Economic, social and environmental sustainability in sheep and goat production systems*. Montpellier.
- Caritas, 2014.- *XXIV Rapporto Immigrazione 2014 "Migranti, attori di sviluppo", Caritas e Migrantes*. Roma.
- Caruso F, Corrado A., 2015.- "Migrazioni e lavoro agricolo : un confronto tra Italia e Spagna in tempi di crisi". In Colucci M., Gallo S., 2015. *Tempo di cambiare. Rapporto sulle migrazioni interne in Italia*. Donzelli.
- Coldiretti, 2013.- Documento presentato alla presentazione del XXIII Rapporto Immigrazione 2013 di Caritas Migrantes.
- Corrado A., 2012.- "Migrazioni e problemi residenziali nelle piane di Calabria". In Osti G. e Ventura F. (a cura di) *Vivere da stranieri in aree fragili*. Liguori, Napoli.
- Duclos J-C., Fabre P., 2004.- *Cartografia*. CPI Musée Dauphinois, 2004.
- Eychenne C., 2011.- « Estives et alpages des montagnes françaises : une ressource complexe à réinventer ». In Antoine J. M., Milian J. (eds.), 2011. *La ressource montagne. Entre potentialités et contraintes*. L'Harmattan.
- FAO, 2011.- *Statistical database. Livestock sector*. Rome.
- Fossati L., 2013.- « L'écomusée du pastoralisme et son rôle dans la mise en valeur des ressources pastorales de la Vallée Stura di Demonte ». In Fédération des Alpages de l'Isère, *Plaidoyer pour un code pastoral Pastoralismes et espaces de gouvernance*. Cardère éditeur.
- Gertel J., Breuer I., 2010.- *Pastoral Morocco: Globalizing Scapes of Mobility and Insecurity*. University of Leipzig. Reichert Pubbl.
- IDELE, 2013.- *Dossier Économie de l'Élevage n° 440*. Institut de l'Élevage, Paris.
- INEA, 2009.- *Gli immigrati nell'agricoltura italiana*. A cura di Manuela Cicerchia, Pierpaolo Pallara. Istituto Nazionale di Economia Agraria. Roma.
- ISMEA, 2010.- *Check up competitività della filiera ovicaprina*. Istituto di Servizi per il Mercato Agricolo Alimentare, Nuoro.

- Lagka V., Ragkos A. et al., 2012.- "Current trends in the transhumant sheep and goat sector in Greece". *Options Méditerranéennes*, 102. CIHEAM, Montpellier.
- Laore, 2013.- *Produzione di carni ovine e caprine in Sardegna. Rappresentazione del comparto nel contesto globale*. Laore Sardegna, Dipartimento delle produzioni zootecniche, Servizio produzioni zootecniche. Ufficio dell'Osservatorio della filiera oviscaprina. Cagliari.
- http://www.sardegnaagricoltura.it/documenti/14_43_20130606131420.pdf
- Lebaudy G., 2010.- *Shepherds from Piedmont in Provence : career paths and mobility*. Proceedings of the XVI International Oral History Conference "Between Past and Future : Oral History, Memory and Meaning". Prague.
- Lum K.D., 2011.- *The Quiet Indian Revolution in Italy's Dairy Industry*. European University Institute. Firenze.
- Kasimis C., 2010.- "Demographic trends in rural Europe and migration to rural areas". *AgriRegioniEuropa* 6/21
- Mahdi M., 2014.- « L'émigration des pasteurs nomades en Europe : Entre espoir et désillusion ». In: Gertel J. and Sippel R. S., Eds. *Seasonal Workers in Mediterranean Agriculture: the Social Costs of Eating Fresh*. Routledge publication, UK.
- Mannia S., 2010.- *Il pastoralismo sardo nella dimensione euro-mediterranea. Analisi antropologica e questioni economico-sociali*. Tesi di dottorato in Antropologia Culturale : Scienze dei sistemi culturali. Università degli studi di Sassari.
- Meloni B., 2011.- "Le nuove frontiere della transumanza e le trasformazioni del pastoralismo". In Mattone A. e Simbula P.F. (eds.). *La Pastorizia Mediterranea*, pp. 1051-1076. Carocci ed. Roma.
- Meuret M., 2010.- *Un savoir-faire de bergers*. Versailles, Editions Quæ « Beaux livres ».
- Nadal S.E., Ricou I.J. R., Estrada B.F., 2010.- « Transhumàncies del segle XXI. La ramaderia ovina i la transhumància a l'Alta Ribagorça ». *Temes d'Etnologia de Catalunya*, 20. Barcelona
- Nori M., De Marchi V., 2015.- "Pastorizia, biodiversità e la sfida dell'immigrazione : il caso del Triveneto". *Culture della sostenibilità - VIII* 15/2015.
- Nori M., Gemini S., 2011.- "The Common Agricultural Policy vis-à-vis European pastoralists : principles and practices". *Pastoralism: Research, Policy and Practice* 2011, 1:27.
- Nori M., Davies J., 2007.- *Change of wind or wind of change? Climate change, adaptation and pastoralism*. World Initiative for Sustainable Pastoralism, Nairobi.
- Osti G., Ventura F., (eds.) 2012.- *Vivere da stranieri in aree fragili*. Liguori, Napoli.
- Pastomed, 2007.- *Le pastoralisme méditerranéen, la situation et les perspectives. Modernité du pastoralisme méditerranéen*. Rapport final pour le programme Interreg III PastoMED.
- Pellicer G. P., 2014.- *La ramaderia de muntanya sota el canvi climàtic : estudi sobre la vulnerabilitat i les estratègies d'adaptació de les explotacions ramaderes convencionals al Pallars Sobirà*. Thesis dept. Ciències Ambientals, Universitat Autònoma de Barcelona (UAB).
- Pittau F., Ricci A., 2015.- "Agricoltura e migrazione nel contesto dei nuovi mercati globali". *Dialoghi mediterranei*, 12. www.istitutoeuroarabo.it/DM/agricoltura-e-immigrazione-nel-contesto-dei-nuovi-mercati-globali/
- Terrazzoni L., 2010.- *Etrangers, Maghrébins et Corses : vers une ethnicisation des rapports sociaux ? La construction sociale, historique et politique des relations interethniques en Corse*. Ecole doctorale Economie, organisations, société Paris 10 (Nanterre).

Webliographie

- Plataforma Ganaderia Extensiva www.GanaderíaExtensiva.org
- Festival Cheese www.cheese.slowfood.com/en
- FAO livestock database <http://www.fao.org/faostat/en/>
- La Routo project www.larouto.eu
- Institut de l'Elevage www.idele.fr
- Magrama,- Ministerio Agricultura, Alimentación y Medio Ambiente www.magrama.gob.es
- Instituto Nacional de Estadística www.ine.es
- ISTAT Istituto Nazionale di Statistic www.dati-censimentoagricoltura.istat.it/
- THALES - The dynamics of the transhumant systems in Greece <http://www.metakinoumena.gr>

NOTES

1. TRAMed – TRA *nshumances Méditerranéennes*, contrat EU Marie Curie ES706/2014 <http://www.eui.eu/DepartmentsAndCentres/RobertSchumanCentre/People/Fellows/2017/NoriMichele.aspx>
2. Entretiens TRAMed : Josetxu Larraz, Fustiñana (Navarra) avril 2015 ; F.lli Costa, Grotte di Castro (Lazio) juin 2015.
3. TRAMed entretien avec Roberto Funghi, Florence (It) février 2016.
4. Brisebarre, 2007; Nadal *et al.*, 2010.
5. Voir <http://www.ruralpini.it> ; <http://www.ganaderiaextensiva.org>
6. En particulier avec les travailleurs en provenance d'Europe de l'Est ou des Balkans, qui en certaines parties d'Italie représentent autour du 40% de la main d'œuvre forestière, selon les données de INEA (2009).
7. Communication personnelle à l'auteur, Rabat, 2008.

RÉSUMÉS

Les premiers résultats de la recherche TRAMed racontent comment le pastoralisme, une activité qui semble destinée à l'oubli, souvenir d'un passé récent, montre plutôt des éléments intéressants de résilience et des importantes capacités d'adaptation. Dans plusieurs pays de l'Europe du Sud des travailleurs étrangers, bergers immigrés d'autres pays de la région méditerranéenne, jouent un rôle important dans ce processus, en fournissant de la main-d'œuvre qualifiée à un coût relativement faible, permettant ainsi la poursuite, l'évolution et la diversification d'une activité de plus en plus reconnue comme essentielle à la préservation du patrimoine naturel et culturel de la région mais de moins en moins pratiquée par les européens. Associer cette main d'œuvre aux processus d'adaptation et d'innovation du secteur, intégrer et responsabiliser ces bergers étrangers dans le monde rural, représentent des opportunités à ne pas manquer pour contribuer à former les bergers et les éleveurs de demain, sans lesquels les montagnes méditerranéennes risquent de perdre leurs gardiens, les plus précieux et de plus en plus rares, dotés des connaissances et d'un savoir-faire très sophistiqué et bien adapté à gérer des territoires riches mais fragiles face aux importants changements socio-politiques et écologiques qui affectent la région.

The first results of the TRAMed research report on how pastoralism – an activity seemingly destined for oblivion, a memory of a recent past – shows interesting signs of resilience and important adaptive capacities. In several south European countries, foreign workers (shepherds who have emigrated from other Mediterranean countries) play an important role in this process because they provide skilled labour at a relatively low cost. Such migratory flows enable the pursuit, evolution and diversification of an activity increasingly acknowledged as essential to the preservation of the region's natural and cultural heritage; and yet, it is one that Europeans are practising less and less.

Engaging this workforce in the process of adapting and innovating the sector by integrating and empowering them provides the opportunity to help train the shepherds and the breeders of tomorrow. Without them, the Mediterranean is likely to lose some of its most valuable and increasingly rare guardians, as well as the sophisticated knowledge that is critical to managing such rich but fragile territories in the face of the major socio-political and ecological changes affecting the region.

INDEX

Mots-clés : pastoralisme, Méditerranée, migrations, relief générationnel, ovo-caprins

Keywords : pastoralism, Mediterranean, migrations, generational renewal, small ruminants

AUTEUR

MICHELE NORI

Marie Curie fellow - Migration Policy centre, European University Institute

michele.nori@eui.eu